

possibilité de trouver un terrain d'entente entre l'Est et l'Ouest, sur le problème indochinois mais aussi sur le problème de l'Europe, le parti communiste français s'applique à prouver sa volonté de conciliation ; il cherche à rassurer l'opinion et le gouvernement.

Dès le mois de juin 1953, il se déclare prêt à soutenir un gouvernement qui prendrait « une position claire en faveur de l'ouverture de négociations de paix immédiate avec les représentants du peuple vietnamien » (*L'Humanité*, 25 juin 1953). Lors de la manifestation du 14 juillet 1953, six travailleurs algériens meurent sous les balles de la police. Le parti communiste se contente de faire observer quelques minutes de silence dans les entreprises en guise de riposte. Face aux grèves spontanées déclenchées à la base en août 1953, et qui touchent quatre millions de salariés, le parti communiste français minimise les possibilités de ce mouvement. Il appelle à la solidarité, seulement quatorze jours après le début des grèves et fait reprendre le travail le 26 août. Il ne cherche ni à généraliser ni à durcir les grèves. Enfin, il soutient la candidature de Pierre Mendès-France à la présidence du Conseil ; « Malgré les plus extrêmes réserves, sur la plupart des autres questions... nous considérons que la fin des hostilités en Indochine constituerait un pas en avant effectif pour une nouvelle politique ». (Billoux le 18 juin 1954.) Les réserves du parti communiste français portent sur les mesures économiques et sociales, sur la C.E.D., sur la politique du gouvernement en Afrique du Nord. En clair, le parti communiste français vote la confiance à Mendès-France, membre de la commission des Comptes et représentant de la France au F.M.I. sur la simple promesse de ce dernier de faire la paix alors que par ailleurs, sur des problèmes essentiels aux yeux du parti communiste français, comme la C.E.D. Mendès-France se montre très vague.

Le parti communiste français manifeste également sa volonté de conciliation, par son attitude à l'égard des problèmes internationaux. Il reprend les thèmes développés par l'Union soviétique et conformément au Conseil Mondial de la Paix, qui a décidé d'engager une « campagne universelle d'action pour la négociation », il s'efforce de convaincre les Français de la possibilité de changer la politique extérieure de la France et de résoudre pacifiquement les problèmes indochinois et européens. Il s'applique à démontrer que la paix au Vietnam est « une exigence nationale » conforme aux intérêts de la France.

Le cessez-le-feu, les négociations directes avec Ho Chi Minh, et la reconnaissance de l'indépendance et de l'Unité du Vietnam, ne peuvent nuire aux intérêts français. Bien au contraire, les propositions de paix de la R.D.V.N. sont « raisonnables et honorables » pour la France, elles vont « au devant des intérêts de notre pays ». Pourquoi ? Voilà comment l'explique Léon Feix au congrès du parti communiste français de juin 1954. Le plan de paix du Vietminh donne des assurances pour le corps expéditionnaire, il reconnaît l'existence d'intérêts français au Vietnam, il envisage de maintenir et d'étendre les relations économiques et culturelles entre nos deux pays : « Mieux encore le gouvernement vietnamien proclame l'intention d'examiner la question d'une adhésion librement consentie de la R.D.V.N. à l'Union française ». Aussi, accepter ce plan est « une occasion de garantir et d'asseoir solidement les intérêts de la France dans cette partie du monde. »

La guerre affaiblit la France, car elle la maintient sous la domination des Etats-Unis et facilite, par conséquent, « la domination de la nouvelle Werhmacht en Europe ». Par contre, la paix ne peut que renforcer la France en la libérant de l'emprise des Etats-Unis et facilite la solution du problème allemand. Dans la guerre « les intérêts français ont subi des dommages irréparables » mais ils « peuvent encore être préservés » si on fait la paix car « la paix offerte à la France est une paix honorable en ce sens qu'elle respecte les intérêts français au Vietnam, y compris les intérêts privés » (*L'Humanité*, 2-07-1954).

Ainsi le parti communiste veut prouver que la paix au Vietnam ne signifie pas une défaite française ; au lieu d'expliquer que cette paix représente une victoire pour le peuple vietnamien, signifie son accession à l'indépendance et la perte d'une partie de l'empire colonial français, le parti communiste français démontre que la Nation française a tout à gagner à cette paix : son indépendance, son honneur, sa place dans le monde. Se voulant le meilleur défenseur des intérêts de la France, cherchant en particulier à rassembler les Français, soucieux de l'indépendance nationale pour lutter contre le réarmement allemand, il ne peut ouvertement se montrer solidaire d'un gouvernement qui a vaincu la France, ni fêter sa victoire. Engagé depuis trois ans dans la lutte contre le réarmement allemand, n'hésitant pas à l'occasion à s'allier avec des gaullistes, le parti communiste ne tient pas à remettre en cause toute sa politique face au problème allemand, parce qu'il affirme en théorie mais aussi en pratique sa solidarité avec le peuple vietnamien.

Aussi, l'année 1954 ne se place pas sous le signe de la lutte contre la sale guerre, mais sous celui de la lutte contre le réarmement allemand. Ce problème est l'objet principal des discussions des différents comités centraux et du congrès national de juin. Le comité central de mars 1954 met au premier plan la campagne pour la collecte des signatures contre la ratification des accords de Bonn et de Paris : « Aucun effort ne doit être épargné pour renforcer la protestation populaire contre la C.E.D. » Par rapport à ce combat contre le réarmement allemand, la lutte pour la paix en Indochine a un rôle à jouer. Celui de faciliter par la suite la résolution du problème allemand. Les principales mobilisations du parti communiste français sont axées contre la C.E.D., notamment en mars 1954 où des démonstrations « d'union patriotique » sont organisées devant les monuments aux morts de nombreuses villes de France.

Au même moment, les combats de Dien Bien Phu se trouvent au centre de l'attention internationale. Les Etats-Unis hésitent à se lancer dans la bataille. La direction du parti communiste français minimise alors la question indochinoise. A la lecture de *L'Humanité* on aperçoit un repli dans les jours qui ont précédé l'ouverture de la Conférence de Genève. L'interdiction de la manifestation du 1^{er} mai 1954, justifiée par le ministre de l'Intérieur par l'argument qu'il ne voulait pas permettre une manifestation où pourrait être acclamé le Vietminh, ne suscite aucune riposte de la part du parti communiste.

Pendant la bataille de Dien Bien Phu, alors que les soldats du Vietminh se lance à l'assaut du camp retranché, les colonnes de *L'Humanité* évoquent d'abord le sang qui coule (celui du corps expéditionnaire) le nombre de morts qui s'allonge, et en second